

Les critères d'identification d'une activité de service public (SP)

UNE ACTIVITÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

- L'intérêt général répond aux besoins de la collectivité toute entière
- Comprend toutes les activités qui visent à satisfaire des besoins collectifs (éducation, accès à la culture...)
- Doit être essentiellement désintéressée. Le but premier ne doit pas être de gagner l'argent ni de faire du profit, mais de satisfaire un besoin collectif profitable à la collectivité.
- La recherche de profit doit être un but secondaire (exemple du casino qui concourrait à l'animation touristique de la ville : CE, 1966, Ville de Royan)

Une activité de SP est une "activité exercée par une personne publique ou par une personne privée sous habilitation et contrôle de la personne publique en vue de répondre à un besoin d'intérêt général"

- Tribunal des Conflits, 13 octobre 2014, Sté Axa France IARD

Exemples :

Activité théâtrale : CE 1923, Gheusi

Cimetières : CE 1959, Dauphin

Activité de restauration : CE 1986, Commune de Mercoeur

Exploitation d'une plage : CE 2000, SARL plage Chez Joseph

CE 28 juin 1963, Narcy

Ajoute un critère à l'obligation de contrôle par la personne publique : l'existence de prérogatives de puissance publique déléguées à l'organisme privé en charge de l'activité d'intérêt général

CE 22 février 2007, APREI

→ Impose de vérifier s'il n'existe pas déjà une loi applicable à l'activité afin de la qualifier de SP

→ Rappelle que les critères dégagés par Narcy sont toujours applicables

→ Même sans prérogative, un contrôle étroit de la personne publique suffit à qualifier l'activité d'intérêt général de SP (déjà admis dans CE 1990, Ville de Melun)

LA PRISE EN CHARGE DE L'ACTIVITÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL PAR UNE PERSONNE PUBLIQUE

- Soit assurée directement par la personne publique en régie
- Soit gérée par un établissement public créé spécifiquement pour se faire
- Soit gérée sous le contrôle étroit de la personne publique, l'activité étant déléguée à un organisme privé

Le cas des personnes privées :

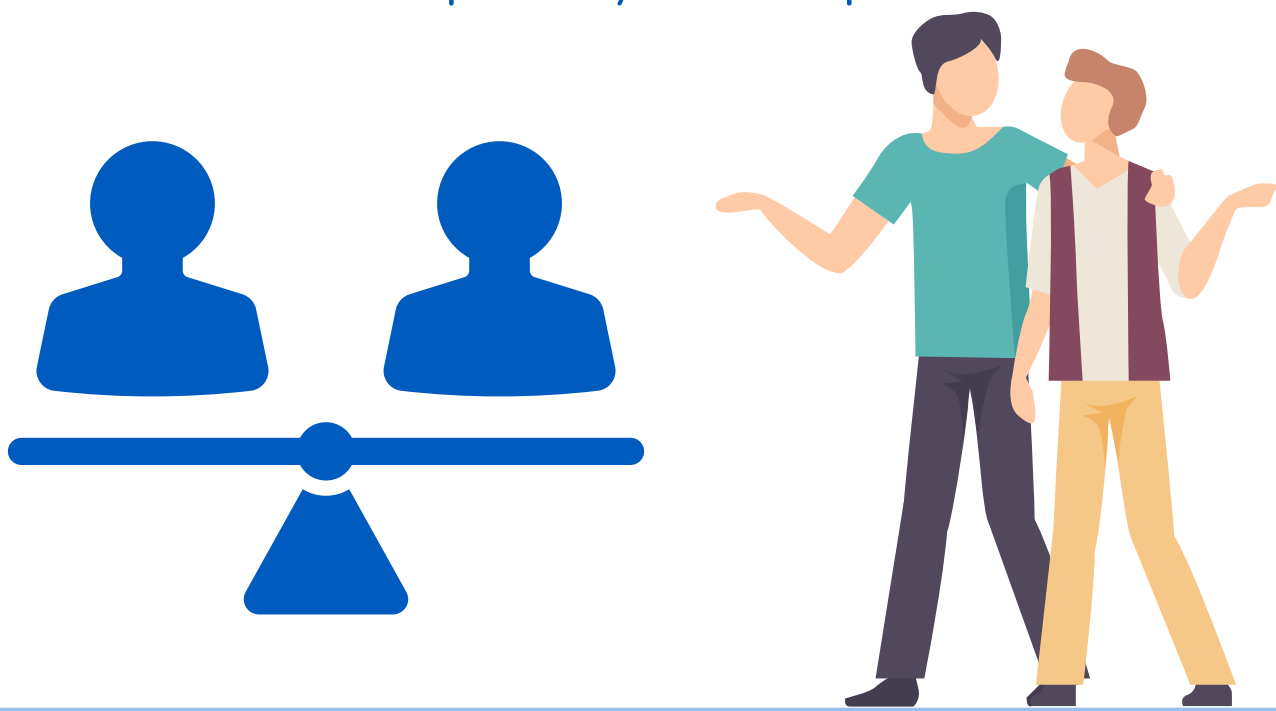
Peuvent être habilitées, soit unilatéralement, soit contractuellement, à gérer une activité d'intérêt général. Cette activité sera qualifiée de SP si l'administration exerce un contrôle sur la création de l'activité ou sur les organes de l'organisme privé ou sur sa gestion



LES CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME APPLICABLE À L'ACTIVITÉ D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Existence de prérogatives de puissance publique

Même si la présence de prérogatives de puissance publique n'est **plus indispensable**, elle reste une des **caractéristiques essentielles** des missions de SP. Leur existence est quasi-systématique.



Existence d'obligations de SP imposées à la personne privée gestionnaire de l'activité

Obligations **non rentables imposées** et habituellement inconnues du secteur privé

Lois Rolland : applicable à l'ensemble des SP : principe d'égalité, de **mutabilité** et de **continuité** (ex : personne publique peut imposer au gestionnaire les heures d'ouvertures du service)

Les autorités compétentes pour créer ou supprimer les SP

AU NIVEAU DE L'ÉTAT

- Avant 1958 : législateur seul compétent pour créer et supprimer un SP étatique
- Depuis **Constitution du 4 octobre 1958**, avec l'art. 34, le législateur est compétent **seulement lorsque la création du SP découle d'exigences constitutionnelles** (SP régalien). Il en va de même pour la création des établissements publics.
- Pour tout autre cas, **le pouvoir réglementaire peut créer un SP**

Déclaration du pouvoir réglementaire autonome :

Président de la République : CE, 1919, Labonne

Premier Ministre : art. 20 de la Constitution

Ministres : CE, 1936, Jamart

CE, 1958, Commune de Saint-Trojan : la vocation générale des collectivités territoriales rend possible la création par le conseil municipal de SP présentant un intérêt communal s'il satisfait un besoin précis des habitants



AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



- Un service est créé par une **délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité** (ex : délibération du Conseil municipal pour les communes)
- La création d'un SP au niveau local peut être imposée par la loi, **prévue par la loi ou décidée librement par la collectivité**, comme prévu par la clause générale de compétence dont elle bénéficie.

Art. 72 de la Constitution : "Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent être mises en oeuvre à leur échelon"

Art. L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales : "Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune."

Art. L. 1111-2 du Code général des collectivités territoriales : fixe les compétences des collectivités territoriales



L'obligation ou la simple faculté de création d'un service public

LES SP OBLIGATOIRES POUR L'ÉTAT (Rendus nécessaires par la Constitution)

- **Services régaliens** (défense nationale, relations extérieures, justice, police, monnaie...)
- **Services non régaliens** (enseignement public et laïc, formation professionnelle, sécurité sociale..)

LES SP OBLIGATOIRES POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

- Listés par les lois de décentralisation
- Parce que les lois de décentralisation donnent aux collectivités l'obligation de créer ces SP, on les appelle "**services législatifs**"

Ex : service de pompes funèbres, ramassage et élimination des ordures ménagères, assainissement collectif, lutte contre les incendies...


LES SP FACULTATIFS SIMPLEMENT PRÉVUS PAR LA LOI

Seuls sont concernés les SP locaux

La loi est venue lister les SP que les collectivités ont la possibilité de mettre en place

Exemple : création d'un musée, bibliothèque municipale, logements sociaux...

LES SP FACULTATIFS LAISSÉS À LA LIBRE APPRÉCIATION DU POUVOIR RÉGLEMENTAIRE



Principe de non concurrence entre les personnes publiques et les personnes privées (**CE, 1901, Casanova**). Les personnes publiques ne peuvent pas prendre en charge des activités économiques relevant du privé.

Possibilité pour les personnes publiques de créer des SP marchands sous certaines conditions : **CE, 30 mai 1930, Chambre syndicale de commerce en détails de Nevers**.

L SP doit répondre à un intérêt public : circonstance particulière consistant en **une absence ou insuffisance quantitative ou qualitative de l'initiative privée**

Exigence d'égale concurrence entre les personnes publiques et les personnes privées : **CE 2006, Ordre des avocats au barreau de paris** : une personne publique ne peut pas utiliser les avantages dont elle dispose pour fausser le jeu de la concurrence

